

COMMUNIQUE DE PRESSE CFDT METAUX 67

Alstom sacrifie son usine du Bas-Rhin pour le rachat de Bombardier Transport, un énorme gâchis.

La CFDT Métallurgie s'indigne de la décision prise de sacrifier l'usine de Reichshoffen pour acquérir Bombardier Transport.

L'usine de Reichshoffen issue du grand groupe industriel De Dietrich puis cédée à Alstom transport se retrouve une fois de plus dans l'incertitude sur son avenir malgré les belles promesses sur la préservation du site.

L'Alsace a été longtemps épargnée par la logique financière, car la plupart des entreprises étaient détenues par des industriels, ce qui depuis quelques années n'est plus le cas, de plus en plus d'entreprises sont aux mains de financiers qui par appât du gain sont prêts à sacrifier des sites industriels sans le moindre scrupule et le site de Reichshoffen en est le meilleur exemple.

La CFDT métallurgie d'Alsace s'est depuis plusieurs années engagée dans la lutte pour la préservation de l'industrie en Alsace sous le slogan « pas d'avenir sans industries ». Dans les divers colloques nous constatons que la France a souvent tendance à vouloir se comparer à l'Allemagne, mais l'Allemagne a toujours été engagé dans une logique de préservation de son industrie contrairement à la France qui est plutôt dans une logique financière.

Et il y a aussi la logique de la commission européenne qui pose un problème dans cette affaire tel que l'a également signifié notre délégué syndical central chez Alstom

« La doctrine européenne a évolué, mais pas la règle »

« Nous en voulons à la Commission européenne pour ses règles obsolètes car Alstom veut acquérir Bombardier afin de concurrencer le numéro 1 du ferroviaire, le chinois CRRC mais quand les deux grands établissements chinois public et privé se sont unis, on ne leur a pas demandé de céder de sites » « Notre ressenti, c'est colère et injustice »

Des questions se posent également sur le futur ensemble Alstom bombardier car à notre connaissance il ne sera plus européen et encore moins français puisque l'actionnaire de référence serait québécois. Il s'agira en effet du fond de pension canadien CDPQ (la Caisse des Dépôts et placements du Québec), secondé par des fonds financiers au premier rang desquels se trouve l'américain Blackrock. Donc, le premier groupe ferroviaire Européen serait intégralement contrôlé par des groupes financiers non Européens.

Nous appelons tous les responsables politiques à réagir pour la sauvegarde des filières souveraines françaises. Nous les invitons également à faire part à la commission Européenne de l'incohérence de leur position. Nous leurs demandons d'intervenir urgemment à tous les niveaux pour empêcher la vente de nos fleurons Européens, afin de garantir au site de Reichshoffen et aux salariés l'avenir qu'ils méritent.